



ECPM
69, rue Michelet
93 100 Montreuil
France

Tel : 00 33 1 57 63 03 57
Fax : 00 33 01 80 87 70 46
Email : ecpm@abolition.fr
<http://www.abolition.fr>

Siège social
ECPM
53 rue Patay
75013 Paris

Association loi 1901
SIRET 433 508 314 00047
APE 9499Z

membre fondateur/
Bureau exécutif de la



ECPM s'inquiète fortement des exécutions annoncées pour ce week-end en Indonésie.

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

En Indonésie, où les exécutions sont toujours pratiquées par groupes, et où les détenus sont transférés quelques jours en amont dans leur ultime cellule, les rumeurs d'une prochaine vague d'exécution semblent se confirmer.

Suite à l'énorme émotion suscitée par les menaces d'exécutions et les exécutions de ressortissants de pays abolitionnistes, en 2015, il semblerait que les autorités aient aujourd'hui ciblé des prisonniers venant de pays qui pratiquent la peine de mort. 4 nigériens, 1 indonésienne, ainsi que des chinois et taiwanais, risquent d'être les victimes des prochaines exécutions. Le pakistanais Zulfikar Ali, gravement malade, aurait été transféré de l'hôpital vers la prison de Nusa Kambangan, dans laquelle sont pratiquées les exécutions, malgré des aveux obtenus sous la torture et un procès tenu dans des conditions largement insatisfaisantes.

ECPM condamne fermement cette grave violation des droits de l'homme. *« L'Indonésie doit stopper sa course aux exécutions et comprendre que la peine de mort n'est en aucun cas dissuasive dans la lutte contre le trafic de drogue. Seuls des procès équitables et des peines justes permettront au pays de garantir l'État de droit »*, affirme Raphaël Chenuil-Hazan, le directeur d'ECPM.

L'ONU a reconnu, lors de la session extraordinaire de son assemblée générale tenue du 19 au 21 avril à New York, l'échec de la politique répressive menée dans le cadre de la « guerre contre la drogue ». Ce plan d'action débuté en 2009 promettait de venir à bout des ravages causés par la drogue grâce à une politique répressive promue internationalement. Le constat de son échec devrait mener l'ONU à ne plus soutenir les pays misant sur le tout-répressif, au profit d'une politique plus axée sur la prévention et une approche sanitaire et sociale.

Rappel des faits :

Depuis son accession au pouvoir en 2014, le Président indonésien Joko Widodo a lancé une guerre contre le trafic de drogue dont est victime le pays, principalement au travers de l'utilisation fréquente de la condamnation à mort. En 2015, plus de 46 personnes se trouvaient dans les couloirs de la mort, et 14 avaient été exécutées lors de 2 vagues d'exécutions en début d'année. Le français Serge Atlaoui, et la philippine Mary-Jane Veloso avaient échappé in extremis au peloton d'exécution, mais ils restent en grand danger, et toujours enfermés dans les couloirs de la mort.

Contact presse :

Bérangère Portalier
Responsable communication ECPM
bportalier@abolition.fr
Ligne directe : +33 1 80 87 70 52